

histoire
politique
société

le débat

Marcel Gauchet, Alain-Gérard Slama : Droite, gauche : la nouvelle donne
Michel Winock : La dernière mêlée présidentielle
Jean-Pierre Le Goff : Catharsis pour un changement d'époque

Stéphane Rozès : La nouvelle France
Jean-Marc Benoit : La communication dans la campagne présidentielle

Philippe Raynaud : Déclin de la gauche radicale ?
Denis Pingaud : Les trois dénis de la gauche antilibérale

Roland Hureaux : Nicolas Sarkozy peut-il réussir ?
Denis Olivennes, Henri Weber : La défaite de la gauche, et après

Daniel Gouadain : Les illusions de l'enseignement supérieur français
Robert Holcman : L'hôpital public en péril

La gratuité, pour ou contre

Daniel Cohen, Jean-Noël Jeanneney

Paul Yonnet : Football : les paradoxes de l'identité

numéro **146** septembre-octobre 2007

Gallimard

SUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

- 4 Droite, gauche : la nouvelle donne. *Marcel Gauchet, Alain-Gérard Slama* : un échange.
- 22 *Michel Winock* : La dernière mêlée présidentielle.
- 39 *Jean-Pierre Le Goff* : Catharsis pour un changement d'époque.
- 60 *Stéphane Rozès* : La nouvelle France.
- 73 *Jean-Marc Benoit* : La communication dans la campagne présidentielle.
- 84 *Philippe Raynaud* : 2002-2007 : déclin de la gauche radicale ?
- 92 *Denis Pingaud* : Les trois dénis de la gauche antilibérale.
- 102 *Roland Hureaux* : Nicolas Sarkozy peut-il réussir ?
- 111 La défaite de la gauche, et après. *Denis Olivennes, Henri Weber* : un échange.

CHANTIERS DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

- 124 *Daniel Gouadain* : Le présent d'une illusion. À propos des critères d'excellence dans l'enseignement supérieur français.
- 148 *Robert Holcman* : L'hôpital public en péril.

LA GRATUITÉ, POUR OU CONTRE

- 158 *Jean-Noël Jeanneney* : La culture gratuite ? Illusions et hypocrisies.
- 171 *Daniel Cohen* : La gratuité et ses ennemis. À propos de *La gratuité, c'est le vol* par Denis Olivennes et *Gratuit !* par Olivier Bomsel.

-
- 178 *Paul Yonnet* : Football : les paradoxes de l'identité.
-

Sur l'élection présidentielle

Rarement une élection aura été aussi attendue. Rarement elle aura revêtu une telle portée de tournant, ne serait-ce qu'au renouvellement générationnel. Il faut remonter à l'alternance de 1981 pour trouver un équivalent. Aussi y a-t-il lieu d'en analyser le déroulement et les résultats avec une particulière attention.

Renouvellement des générations, mais aussi renouvellement obligé des identités partisans, à droite et à gauche, et évolution notable des rapports de force. Marcel Gauchet et Alain-Gérard Slama font le point sur la situation dans les deux camps.

Une élection pas comme les autres? Michel Winock replace l'événement dans

la perspective des précédentes « mêlées présidentielles ».

Opposition des lignes et des styles, certes, mais aussi convergence des discours. Jean-Pierre Le Goff fait ressortir, sur la base d'un examen serré des propos des deux principaux candidats, leur commune inspiration sentimentale et compassionnelle. Ce pourrait rester, en fin de compte, la marque distinctive du scrutin.

Les problèmes d'opinion et de communication occupent une place grandissante lors des campagnes électorales, ce qui ne veut pas dire qu'ils sont plus clairs ou mieux maîtrisés pour autant. Stéphane Rozès retrace l'évolution des attentes et des intentions de l'électorat au cours de la campagne. Jean-Marc Benoit dégage les enseignements des réussites et des échecs des uns et des autres en matière d'images et de messages.

Parmi les surprises du vote figure en bonne place le recul important de l'extrême gauche. Déclin historique ou erreurs de jeunesse d'un camp antilibéral en gestation? Denis Pingaud et Philippe Raynaud livrent leurs interprétations contrastées du phénomène.

Restent les perspectives, qu'on ne peut pas ne pas évoquer, au terme de ce premier bilan, même s'il est un peu tôt pour se prononcer. Roland Hureaux analyse les chances pour Nicolas Sarkozy de mener à bien la « rupture » annoncée. Denis Olivennes et Henri Weber discutent de la redéfinition à laquelle le socialisme français paraît cette fois ne pas pouvoir échapper.

Droite, gauche : la nouvelle donne

Marcel Gauchet, Alain-Gérard Slama : un échange

Au lendemain de l'élection présidentielle de 2002, marquée par le séisme de la présence au second tour du candidat de l'extrême droite au lieu du candidat de la gauche socialiste, Le Débat s'était naturellement tourné vers René Rémond pour qu'avec Marcel Gauchet il nous aide à analyser la situation politique inédite et le nouveau rapport de force.

Cette discussion était devenue traditionnelle. Tous les ans, à la rentrée, dans le numéro de septembre, René Rémond et Marcel Gauchet se livraient à une auscultation de la vie politique à travers les péripéties de la droite et de la gauche. Le cycle devait se clore cette année, avec la nouvelle élection présidentielle et le début d'une nouvelle législature. La mort de René Rémond, le 14 avril dernier, a interdit ce rendez-vous.

L'affection et le respect que nous lui portions voulaient-ils que nous renoncions à l'exercice, pour marquer son absence et notre deuil ?

Il nous a semblé, au contraire, que le meilleur des hommages possibles au plus grand historien de la France contemporaine et au plus pénétrant analyste de sa vie politique consistait à poursuivre et à mettre en pratique ce qu'il nous avait appris.

C'est ce que nous faisons ici avec Alain-Gérard Slama. Nous le remercions d'avoir eu le courage d'accepter la proposition et de relever le défi.

Pierre Nora.

Marcel Gauchet,
Alain-Gérard Slama
La nouvelle donne

Le Débat. – Comment analysez-vous les résultats de l'élection présidentielle? Que vous paraissent-ils traduire dans l'évolution du rapport de force entre la droite et la gauche?

Alain-Gérard Slama. – Il est évident que la page de l'ère Chirac a été tournée. Et elle l'a été d'une manière très forte, au moins pour deux raisons. La première est que nous avons assisté, à droite comme à gauche, à l'émergence de candidats d'un type nouveau, appartenant à une génération nouvelle, et surtout parvenus au sommet par volonté et par hasard, sans l'adoubement, même indirect, de leurs prédécesseurs. Dans notre système semi-monarchique, ce phénomène a pris les dimensions d'un véritable changement de dynastie – qui a valu à ces modernes d'être traités par les anciens comme des usurpateurs. La seconde raison est qu'une bonne partie de la campagne de Nicolas Sarkozy, systématiquement dirigée contre Chirac, a reposé sur l'idée implicite : je ne ferai pas ce qu'il a fait. Je ferai bouger la France alors que lui, il l'a laissée s'enliser, en particulier à la fin de son mandat, d'une part, et, d'autre part, les hommes qui l'ont entouré, tout le système qui l'a entouré, je les répudie. Je veux la transparence, je veux remettre de l'ordre dans la vieille maison. C'est ce qu'il a fait à la tête de l'UMP, c'est ce qu'il a fait en composant son gouvernement. Mais ce qui me frappe d'ailleurs, c'est que le pays a bien reçu le message. Il y a un événement absolument symbolique de cette page tournée : l'échec d'Alain Juppé, le féal, le proche de Chirac, l'homme qui s'est retrouvé finalement impliqué dans l'ensemble des dossiers ténébreux du règne chiraquien et qui a été écarté par une espèce de jugement ironique et injuste de l'histoire, puisqu'il s'en est fallu de quelques voix. La victoire de Sarkozy et la façon dont il a conduit son affaire, c'est donc très nettement de

l'anti-Chirac. Il est arrivé ainsi à imposer l'expression de « rupture ».

En fait, j'aurais tendance à préférer à l'idée de « rupture » une expression que je transpose d'Aron : « continuité impossible, rupture improbable ». Continuité impossible, parce que toute l'opération menée par ceux qu'on a appelés les « déclinistes » a mis en évidence la nécessité absolue de remettre la France sur les rails de la mondialisation. Par rapport à cela, il fallait faire des choix. Et Sarkozy a fait un choix qui a consisté à mettre en exergue non pas le thème de l'austérité, ou le thème qui aurait pu être impopulaire de l'assainissement financier, pas même le thème de la réforme de l'État, mais le thème ou l'idée de la revalorisation du travail. Une idée extrêmement ingénieuse, parce qu'elle touchait la grande masse des classes moyennes. Quand on considère les sondages, on voit que les classes supérieures ne placent pas en tête de leur hiérarchie l'idée de travail. En revanche, les classes moyennes veulent en effet travailler plus pour gagner plus. Ce thème extrêmement simple a été une des clés d'or de la réussite de Sarkozy.

Une autre clé d'or est ce que j'appellerai la vente liée. Autrement dit, pour pouvoir réformer l'État et mener à bien les réformes du modèle social français – depuis la mise en place d'un service minimum dans les transports jusqu'aux politiques de réduction de la dépense publique et d'assainissement des retraites qui vont exiger des sacrifices de tous –, il a pratiqué une sorte de stratégie *marketing* du « donnant-donnant » ; l'expression, ce qui est assez piquant, vient de Jean-Pierre Raffarin. Il a pratiqué une méthode consistant à se faire élire sur des réformes de société dont le coût, même lourd, serait jugé acceptable dans la mesure où il pèserait surtout sur la partie la moins fragile de la société. La discrimination positive, le pacte écologique, la

Marcel Gauchet,
Alain-Gérard Slama
La nouvelle donne

renonciation à l'abolition de l'impôt sur la fortune, la revalorisation des petites retraites, la garde des enfants après l'école – toutes ces mesures qui vont entraîner de fortes redistributions, et qu'il a ciblées sur les classes moyennes, ont porté leurs fruits. Autrement dit, dans son discours, Nicolas Sarkozy a embrassé à la fois les vainqueurs et les vaincus de la mondialisation. C'est la deuxième clé de son succès.

La troisième consistait à fédérer les droites. Toutes les droites de René Rémond sont en effet présentes au rendez-vous. Dans son livre sur les « droites aujourd'hui », qui actualisait en 2005 sa fameuse typologie remontant à 1954, René Rémond disait avoir un peu de mal à faire entrer Sarkozy dans ses catégories, peut-être justement parce que le discours de *triangulation* adopté par ce dernier se trouve à équidistance de chacune des trois droites, dont il a adopté tour à tour les visions du monde sans se soucier de cohérence. De la droite bonapartiste, c'est à l'évidence tout le discours sur l'insécurité, sur l'aggravation des sanctions pénales et cette trouvaille de dernière minute qui risque, à terme, de lui poser problème : l'association explicite des thèmes de l'immigration et de l'identité nationale. Ce n'est pas quelque chose qu'il a conçu tout de suite, c'est une improvisation qui est venue au cours de la campagne, peu avant le premier tour, et qu'il aurait sans doute abandonnée, dans la mesure où c'est un pragmatique absolu, s'il n'avait constaté son rendement immédiat : il est probable, en effet, que le rapprochement explosif entre ces deux termes ait été décisif dans le large ralliement de l'électorat du Front national, touché à la fois par la dimension bonapartiste de son discours et par ses prévenances à l'égard des classes moyennes. Ces deux volets de sa campagne ont été particulièrement efficaces.

Le candidat de l'UMP s'est adressé aussi aux

catégories orléanistes, avec les méthodes d'un véritable entrepreneur politique, pour lequel le service de l'intérêt général ne se distingue pas de celui d'une multinationale. Il a bénéficié pendant la campagne de l'appui des PME et du Medef, du petit et du grand capital comme disait Georges Marchais. Il l'a fait en évitant de donner trop de gages, mais en étant sûr de son coup dès lors qu'il apparaissait que, pour ces catégories, c'était lui ou personne. Il a été perçu par les notables de l'industrie, de la finance et des grands médias de masse comme Sarkozy l'Américain, Sarkozy qui comprend les règles du marché, le seul capable de trouver une réponse au problème de l'investissement, grand échec du règne chiraquien, résumé en trois chiffres par Laurence Parisot : l'accroissement de la consommation depuis 2000 c'est 21 %, l'accroissement des importations c'est 41 %, l'accroissement de la production c'est 1 % ! Le constat est clair. La perception de ce malaise a permis à Sarkozy de rallier, après les salariés, les forces vives de la nation.

Troisième composante des droites : la composante traditionaliste. Le légitimisme à l'ancienne a disparu, si ce n'est sous l'espèce de Philippe de Villiers. Mais, en fait, la famille légitimiste aujourd'hui, ce sont les gaullistes, ce sont les fidèles de la Constitution de la V^e République attachés à l'État républicain quasi monarchique tel qu'il a été établi par le général de Gaulle. Et l'on voit bien dans la pratique présidentielle de Sarkozy que celui-ci donne satisfaction aux orléanistes parce qu'ils se rendent compte qu'il faut quelqu'un qui soit actif, entreprenant, et qui fasse démarrer la machine ; aux gaullistes, parce qu'au fond il rejoint la définition que le général de Gaulle avait donnée de ses fonctions en se proclamant, le 31 janvier 1964, un souverain quasi absolu, et, évidemment, aux bonapartistes, qui reconnaissent dans ses joggings en

Marcel Gauchet,
Alain-Gérard Slama
La nouvelle donne

culotte courte, sa présence tout-terrain et sa rapidité de décision les aptitudes d'un chef. Actuellement, il est sur le papier et sur le terrain dans une configuration qui me paraît exceptionnellement bonne. Mais il y a une contrepartie : c'est qu'il est, si j'ose dire, un Bonaparte enfant. J'entends par là qu'il lui reste à démontrer qu'il a la capacité et les moyens de dicter un nouveau code du travail en quelques jours, de convaincre les Européens que la France reprend le *leadership* de l'Union européenne, de faire reprendre aux fonds de pension le chemin de nos entreprises en dépit de leur faible rentabilité, etc. etc. Là, il prend des risques considérables à la fois pour lui-même et pour le pays.

Marcel Gauchet. – Je voudrais revenir pour commencer sur le climat dans lequel s'est déroulée cette élection. Il nous a été donné d'assister à un phénomène qui reste surprenant, même si nous en savions déjà quelque chose. Nous avons pu vérifier l'efficacité symbolique du rituel électoral. Voilà un pays qui était plongé, il y a un an, dans une sorte de dépression collective et qui a retrouvé, par la grâce d'une élection, d'abord de l'intérêt pour la politique et, ensuite, un début de confiance dans ses moyens et dans l'avenir. Cette dimension psychologique et morale du rite démocratique ne se laisse voir, en général, que dans les moments de crise grave. Nous l'avons vue, cette fois, par temps calme et, pour ainsi dire, à l'œil nu. Cela mérite d'être relevé.

Le constat oblige à se poser rétrospectivement la question du désastre absolu qu'a été, sur ce plan, la présidence Chirac pour la vie publique française. La responsabilité n'en est pas nécessairement à imputer au seul Chirac, d'ailleurs. Elle est plus plausiblement à concevoir comme une responsabilité collective dont Chirac n'a été que l'agent, en se contentant, pour faire plaisir aux Français, de suivre au plus

près leurs attentes. Ce faisant, il les a désespérés, en leur donnant le sentiment d'être enfermés dans un héritage avec lequel ils étaient condamnés à couler à pic.

Par contraste, l'élection présidentielle de 2007 restera, quoi qu'il arrive, une élection démocratique réussie comme rarement dans l'histoire de ce pays. Elle a permis à la masse des citoyens de se reconnaître dans les choix qui leur étaient présentés, avec pour résultat une participation électorale exceptionnelle. Participation qui, soit dit au passage, oblige à réviser une série d'analyses trop hâtives sur la nature de la crise de la politique et de la démocratie d'aujourd'hui. Nous venons d'avoir la preuve que ce n'est pas une crise de confiance dans le mécanisme de la représentation. C'est une crise de l'offre politique. Quand une offre adéquate leur est présentée, les citoyens s'y retrouvent. Le point mérite d'être souligné.

Il faut ajouter, dans le même sens, que c'est une élection en forme de plébiscite de la politique ordinaire. Après tout, une participation à 85 % aurait pu valoriser les extrêmes. C'est le contraire. Les contraintes de la politique ordinaire sont acceptées, et ce sont les partis de gouvernement qui ramassent la mise, ou bien, en la personne de François Bayrou, un candidat qui joue lui aussi le jeu de la démocratie normale.

Cet investissement veut dire aussi, dans l'autre sens, que le résultat de cette élection représente un enjeu considérable pour la vie du pays. Si jamais les suites n'étaient pas à la hauteur des espérances, le pays tomberait de très haut et la désillusion ferait très mal. Nous jouons gros. L'état de grâce dont bénéficie Nicolas Sarkozy pourrait demain déboucher, en cas de déception profonde, sur une vraie crise de régime qui serait surtout une crise morale dramatique. Les Français ne se résignent décidément pas à

Marcel Gauchet,
Alain-Gérard Slama
La nouvelle donne

ne plus croire en la politique. Ils ont voulu lui faire confiance encore une fois. C'est un mandat de renouvellement qu'ils ont donné au nouveau président de la République, qui est en même temps un mandat de la dernière chance pour le modèle de l'action publique hérité de leur histoire. Bref, il n'est pas permis de douter que c'est une élection charnière, de grande importance.

Avant d'en venir au cas de Ségolène Royal, je voudrais poser une question au sujet de ce que vient de dire Alain-Gérard Slama : je ne doute pas de l'habileté du candidat Nicolas Sarkozy, mais je m'interroge sur la cohérence de la pensée du président de la République. L'opération a été menée de main de maître. Il s'agissait de conduire à la fois une politique de fédération des droites classiques, comme le disait très justement Alain-Gérard Slama, mais aussi une politique de triangulation vis-à-vis de la gauche, consistant à lui disputer une partie de ses valeurs de référence, et une politique d'inclusion à l'égard de l'électorat du Front national – mener de front ces trois démarches, la performance n'est pas mince. Mais l'habileté, même supérieure, est une chose, la consistance politique en est une autre.

On est quand même obligé d'observer que le discours de Nicolas Sarkozy a connu une métamorphose au cours de la campagne. Il est parti avec un profil libéral et il s'est taillé au fur et à mesure de la campagne un profil de plus en plus patriotique et national. C'est ce qui lui a permis, d'ailleurs, de réussir la fédération des droites, en se réinscrivant dans la lignée gaulliste à un degré que Chirac n'avait jamais atteint.

Le moment du tournant est assez clair. On peut le dater du discours de Nîmes, début mai 2006. Celui-ci, à l'époque, procédait d'une préoccupation tactique évidente : contourner l'obstacle Villepin, qui faisait alors figure, y compris par rapport à Chirac, de dépositaire de la légiti-

mité gaulliste. Sarkozy est vulnérable sur ce terrain, dans son propre camp, il se doit de donner des gages. Mais on a l'impression que, mesurant à partir de là la rentabilité ou l'efficacité du thème, il va en faire progressivement l'axe principal de ses interventions. Le recrutement d'Henri Guaino lui apporte le pourvoyeur michelétien et lyrique dont il avait besoin. C'est ainsi qu'en cours de route on va finir par perdre de vue le libéral, on va oublier Sarkozy l'Américain, pour découvrir un champion de l'identité nationale, un chantre de la Résistance, un adepte du volontarisme économique, certes pragmatique, certes européen, mais n'hésitant pas à secouer vertement nombre d'articles de foi du credo libéralo-européiste en vigueur.

Comment ne pas se demander de quelle façon ces éléments se composent dans la tête du principal intéressé? La question ne comporte évidemment pas de réponse : c'est l'action qui permettra d'en juger. Comment ne pas s'interroger, en tout cas, sur la cohérence intellectuelle de ce parcours? Emprunt de surface ou conversion existentielle? Sarkozy dit qu'il a changé au cours de la campagne, ou que la campagne l'a changé. Après tout, pourquoi ne pas le croire? Force est de constater, néanmoins, que dans la présentation de la pensée, il a remplacé la cohérence par l'omniprésence. Sa vitalité débordante et son activisme lui ont permis d'occuper tous les terrains à la fois, en faisant oublier l'éventuelle incompatibilité des propos.

Quand vous dites, Alain-Gérard Slama, qu'il fédère les droites – formule prudente, préférable à la « synthèse » dont ont parlé certains commentateurs –, je me demande s'il les fédère par simple juxtaposition ou par la création de liens organiques entre elles. Les trois composantes de la droite ont toujours entretenu des rapports assez difficiles dans l'histoire de ce pays. Les cli-

vages de ce genre ne s'effacent pas du jour au lendemain. Ne va-t-il pas être conduit à privilégier de fait l'une ou l'autre de ces composantes ? Comment va-t-il répondre à des exigences contradictoires, dès lors qu'il ne s'agit plus de les flatter, mais de les satisfaire ? Pour le moment, le composé paraît instable.

A.-G. S. – Il est indiscutable qu'à l'intérieur des droites, s'il ne réussit pas sur le plan économique – car c'est là l'enjeu fondamental –, se réveillera l'opposition entre la droite autoritaire et la droite libérale. D'une certaine façon, Sarkozy a pris des engagements envers les deux. À la réflexion, ces traites passablement contradictoires sur l'avenir ressemblent beaucoup à celles que Chirac a prises après 1995 quand il voulait simultanément, et en fonction des publics vers lesquels il se tournait, la sécurité pour les employés et la flexibilité pour les employeurs, le comblement de la « fracture sociale » et la diminution des impôts, la protection sociale universelle et la responsabilité des assurés, un État fort et un État libéral. Chirac a lui aussi, et avec au moins autant de sincérité, tenté d'embrasser les deux discours. Pourquoi cela n'a-t-il pas marché ? D'abord parce que Chirac s'était trouvé dans une conjoncture économique défavorable et quand elle est devenue favorable, c'était Jospin qui était au gouvernement. Ensuite parce que, après 2002, il a été l' élu autant de la gauche que de la droite. Il s'est trouvé plus proche de la gauche modérée dans sa défense du modèle social français et n'a pas fait les réformes que le peuple de droite attendait de lui. Il ne l'a pas fait à cause de ses réticences personnelles, mais aussi à cause de la situation qui faisait de lui l' élu de la gauche autant que de la droite ; les élections législatives qui ont donné une majorité à la droite ne changeaient rien à cet élément de base. D'autre part, il est vrai que Chirac est si peu

bonapartiste qu'il n'a jamais seulement imaginé de pouvoir s'égaliser au général de Gaulle. Il faudra attendre la génération suivante, celle de Sarkozy et de Bayrou, pour trouver des gens qui se prennent pour le général de Gaulle. Sarkozy n'a ni ce problème de situation ni ce problème de tempérament. Sa situation est celle que vous avez dite : un vote qui a conforté la Constitution de 1958-1962, qui a conforté la bipolarisation et qui a affaibli les extrêmes – la question restant de savoir si c'est un phénomène durable ou pas – et un second tour qui a confronté deux choix de société : d'un côté, le choix de société de la démocratie participative, de l'autre, le choix de société de l'État volontariste. Et c'est parce que les Français ont eu à trancher ce débat bipolaire clair dans l'espace politique que les extrêmes ont été sacrifiés.

Sarkozy bénéficie donc d'une dynamique certaine. Il y a par ailleurs dans son savoir-faire quelque chose qui peut transcender les oppositions idéologiques entre les droites : c'est l'art de manipuler les symboles. Il faut se méfier des symboles. Ils sont toujours à double entente et, quand ils ne fonctionnent plus, ils se retournent contre ceux qui les ont utilisés. Les symboles sont souvent ennemis des principes. Il n'en reste pas moins que Sarkozy a su invoquer une symbolique renouvelée d'un pouvoir moderne, d'un pouvoir sachant utiliser les ressorts de la société du spectacle, rompant totalement avec les vieux protocoles, comme on l'a vu lorsqu'il a cherché à abroger les pouvoirs régaliens de la grâce du 14 Juillet et, auparavant, de l'amnistie comme don de joyeux avènement (même si cette amnistie a besoin d'un vote du Parlement), voire, de façon plus flagrante encore, lorsqu'il est monté sur le yacht d'un milliardaire au lendemain de son élection. L'ensemble de cette démarche était censé donner, dans la forme, le sentiment de la

Marcel Gauchet,
Alain-Gérard Slama
La nouvelle donne

rupture de fond proclamée par rapport à l'ère Chirac. Et c'est là où je vous rejoins. Comme je l'ai indiqué en commençant, je crois en effet cette rupture improbable. D'abord parce que le candidat élu va devoir maintenant, et non sans peine, assurer la cohérence des discours qu'il a tenus aux différentes droites. Il va falloir à présent arbitrer, comme Chirac a eu à le faire, entre les engagements de dépenses et les promesses d'économies – tension qui s'est clairement manifestée dans les atténuations sensibles qui viennent d'être apportées aux dispositions d'allègement fiscal. Il va falloir trancher aussi entre les réformes sociétales, qui ne coûtent rien, comme la lutte contre les discriminations, les transformations du « modèle social français » attendues par la droite libérale. L'autonomie des universités, par exemple, ouvre une brèche, mais elle ne touche pas aux arches saintes de la sélection ou de l'augmentation, même modeste, des droits d'inscription. Bref, les premières mesures ne me semblent guère échapper, sinon par une plus grande habileté dialectique, aux effets de la division entre conservateurs libéraux et conservateurs réformistes, qui ont conduit les deux gouvernements précédents à n'engager, en fait de changement, que les réformes qui permettront la réforme. La rupture me paraît également improbable pour des raisons qui tiennent à la culture de la droite dans son ensemble, dont le fondement est le contournement du conflit. L'ouverture mise en œuvre dans la composition du gouvernement, dans la composition des commissions parlementaires ou dans la promotion de tel ou tel, de Jack Lang à Dominique Strauss-Kahn, ne répond pas seulement au souci d'affaiblir le ps. Cette ouverture s'inscrit dans une tradition vieille comme la droite. La droite est toujours allée pêcher des alliés dans le camp adverse. Pompidou était le premier à se référer à

Jaurès. Quand on lui demandait quels étaient ses modèles en politique, il répondait : Jaurès et le modèle suédois. Toute la logique du discours de la droite est le discours des effets pervers : vos moyens ont l'effet inverse des fins que vous poursuivez, et c'est une logique récupératrice : je saurai faire mieux ce que vous avez raté. Gardons-nous donc de diagnostiquer la fin de la dialectique droite-gauche dans les franchissements de ligne actuels. Ils confirment seulement que, depuis le milieu des années Mitterrand, la gauche est devenue à son tour récupératrice : un certain nombre de personnalités de gauche se trouvent à l'aise avec le sentiment qu'elles pourront mener enfin l'action qu'elles souhaitent et tendre vers leur but propre en se servant de la droite. Mais, comme en 1988, le débat peut, à tout instant, redevenir « fracassant ». Aussi bien sur le plan du discours que sur le plan de l'ouverture et sur le plan des contenus intellectuels de son projet, voire en matière extérieure – voyez le rapprochement avec Kadhafi –, Sarkozy est beaucoup plus qu'on ne veut bien le dire en continuité avec un Chirac qu'on imaginerait jeune, bien portant et bénéficiant d'une conjoncture favorable.

Le Débat. – *Quid*, en face de ce succès de la droite, de la défaite de la gauche ? À quelles raisons imputez-vous l'échec de la candidate socialiste ?

M. G. – Ce qui est impressionnant, c'est l'effet que la défaite a provoqué à gauche, ouverture sarkozyenne aidant. Il est aussi surprenant que le changement de climat du pays. D'un seul coup, c'est un autre paysage qui est apparu. L'épreuve de vérité est saisissante.

Il faut se rappeler qu'au départ, pour beaucoup d'observateurs, il allait de soi que la gauche ne pouvait que gagner. C'était son tour, dans la mécanique de l'alternance. Elle avait gagné haut

la main les élections intermédiaires. Et même si le résultat du référendum avait été un camouflet pour la direction socialiste, il avait montré la force de la gauche de la gauche. Qui plus est, le bilan du chiraquisme n'avait rien de reluisant et l'on ne voyait pas comment Sarkozy, en tant que l'un des principaux ministres de Chirac depuis 2002, pouvait ne pas en être tenu pour comptable. Ajoutons à cela que le parti socialiste semblait avoir trouvé en Ségolène Royal, à l'automne 2006, une candidate qui levait les hypothèques du passé, incarnait le renouvellement et donnait un beau visage au branchement sur les aspirations de la société civile, en dehors du discours politicien assez usé de la vieille gauche. Et puis, les choses ont tourné tout à fait autrement. À quoi rapporter ce renversement de tendance ?

Je ne reviens pas sur les talents que Sarkozy a déployés à droite. Les faiblesses de la candidate socialiste ont aussi eu leur part. Il faut bien admettre que Ségolène Royal ne s'est pas montrée à la hauteur des aspirations qui se sont portées vers elle. Au fond, on a l'impression qu'elle n'a pas su analyser les raisons qui l'ont fait plébisciter dans un premier temps. Elle n'a semblé tirer de son succès initial qu'une onction sacrale de femme providentielle, dans la plus pure veine mystique des origines de la V^e République. Il faut dire que, de manière générale, à droite comme à gauche, cette élection s'est déroulée dans le plus pur esprit de la V^e République. Ségolène Royal a joué à fond la rencontre d'une personne avec le pays. Elle l'a poussée plus loin que son maître Mitterrand, qui restait malgré tout un homme d'appareil, fortement identifié au parti et à la cause socialiste. Avec Ségolène Royal on est passé au présidentielisme pur, à la personnalisation du pouvoir et rien d'autre. Cette partie-là du rôle, elle l'a remplie à merveille. En revanche, elle n'est pas parvenue à donner une

incarnation crédible aux attentes qu'elle avait fait naître, tant à l'intérieur de la famille socialiste que dans l'ensemble du pays.

Elle n'a pas su, en particulier, donner un véritable contenu à cette idée de démocratie participative dont elle a fait son étendard. Au départ, le slogan a remarquablement fonctionné. L'idée d'une écoute systématique des citoyens, la perspective d'une remontée organisée de leurs propositions et de leurs demandes jusqu'au sommet ont rencontré un grand écho – et il y a lieu de continuer à se demander pourquoi. Toujours est-il que le mot d'ordre est resté un vœu pieux. Il n'a pas pris corps. Le fameux site Internet inauguré par Ségolène Royal sous l'appellation flamboyante de « Désirs d'avenir » a été un fiasco. Il n'en est rien sorti. L'ouvrage qui devait synthétiser les apports de la base n'a jamais vu le jour. Pis encore, la campagne participative que Ségolène Royal a conduite en janvier et février, avant le meeting de Villepinte qui devait en représenter le couronnement, s'est déroulée dans une opacité à peu près complète. Il n'en est pas passé grand-chose à l'extérieur et, surtout, on n'a pas vu en quoi la candidate en tirait un ressourcement substantiel. Au contraire, pour finir, elle sort de son chapeau cent propositions dans le plus pur style des officines socialistes. La participation des citoyens, l'innovation citoyenne qui devaient être l'âme de la campagne n'ont pas été au rendez-vous.

Il y a une conclusion importante à en tirer. Nicolas Sarkozy, en jouant la carte très classique de l'offre politique – voilà ce que j'ai à vous proposer –, a gagné contre une candidate qui se présentait sous le signe de la demande politique – je suis celle qui va savoir entendre et porter vos aspirations. La question est de savoir si ce noble projet est susceptible d'application. Cela n'a pas été le cas, en la circonstance.

Marcel Gauchet,
Alain-Gérard Slama
La nouvelle donne

C'est par rapport à son propre projet dans ce qu'il avait d'original que Ségolène Royal a d'abord échoué. Il faut y ajouter un facteur à la fois politique et personnel : le flagrant amateurisme de sa campagne par rapport à la machine très bien organisée sur laquelle pouvait compter son adversaire. L'improvisation à l'intérieur d'une chouette bande de copains, si brillants soient-ils, ne remplace pas une structure de professionnels agissant de manière méthodique. La politique est un métier. Il est temps que la gauche se décide à en tirer les conséquences. Dans le même ordre d'idées, Ségolène n'est pas parvenue à définir un rapport clair avec le parti socialiste. Elle a même réussi la performance de se l'aliéner dans une certaine mesure tout en ayant l'air, vu de l'extérieur, d'en être prisonnière. D'un côté, après avoir pris ses distances, elle a paru retomber sous la coupe des caciques du parti, faute d'avoir réuni un véritable état-major capable de prêter consistance à une ligne indépendante. En même temps, de l'autre côté, elle n'a pas su lui faire place dans le cadre d'une alternative mobilisatrice. Ce doute sur l'identité exacte de la candidate me semble l'avoir considérablement desservi.

Mais ce serait une grave erreur que de faire reposer l'explication de la défaite de la gauche sur les seules faiblesses de sa candidate. L'échec obéit à des causes plus profondes, qui tiennent aux difficultés stratégiques de la gauche elle-même. L'avantage de la gauche sur le papier était en grande partie un trompe-l'œil. L'élection prétendument imperdable était en fait problématique à gagner, face, en tout cas, à un adepte de la bataille de mouvement comme Sarkozy. Les deux grands ressorts sur lesquels Mitterrand avait fondé non pas sa conquête du pouvoir, mais sa capacité de s'y maintenir ont cessé de fonctionner. Sarkozy a brisé le premier,

l'instrumentalisation de l'extrême droite, et le second, le substitut de l'alibi européen, s'est épuisé de lui-même.

Jusqu'à Chirac inclus, le repoussoir du Front national avait merveilleusement servi la gauche. Il n'avait pas empêché Chirac d'être élu et réélu, mais il avait représenté un handicap lourd et une hypothèque permanente pour la droite. Le coup d'audace de Sarkozy a été de mettre fin à cette situation, en empoignant à bras-le-corps les problèmes de l'insécurité et de l'immigration, en acceptant d'en payer le prix en termes de diabolisation, et en réussissant à rallier une partie notable de l'électorat du Front national – sans y perdre pour finir sa respectabilité. Il a traversé le rideau réputé infranchissable. Le résultat n'a pas été seulement de creuser l'écart avec Ségolène Royal au premier tour, mais de faire apparaître, par contraste, l'irresponsabilité socialiste face à ces problèmes et sa responsabilité dans l'intronisation du Front national. Tout le temps où l'électorat populaire perdu par la gauche était fixé à l'extrême droite, passe encore. Mais maintenant qu'il se porte sur la droite classique, c'est beaucoup plus gênant. Il faut dire à son actif que Ségolène avait perçu au moins en partie le problème. Son refus du laxisme et de l'angélisme lui donnait un avantage par rapport au reste de son parti dans l'électorat populaire. Mais il n'était pas à la hauteur de la question posée.

Le second ingrédient de la réussite mitterrandienne qui fait défaut à ses successeurs, c'est l'enthousiasme européen. On ne dira jamais assez le rôle de substitut à la construction du socialisme que la construction de l'Europe a joué dans le dispositif mitterrandien après 1983. Or cet horizon radieux a cessé d'en être un. Depuis le référendum de 2005, il est clair que la gauche, le parti socialiste lui-même sont profondément divisés sur ce thème. Indépendamment des cli-

Marcel Gauchet,
Alain-Gérard Slama
La nouvelle donne

vages militants, je dirais que l'idée européenne a perdu tout attrait mobilisateur au sein du peuple de gauche. Même pour ceux qui s'y rallient par raison, le cœur n'y est plus. La perception est désormais solidement installée : l'Europe, c'est la remise en question du modèle français et non sa généralisation, et c'est la pénétration du marché au rebours de la fameuse « Europe sociale » que l'on nous faisait miroiter comme la Terre promise. Cette grande espérance qui était un des points forts de la gauche par rapport à une droite incertaine, puisque divisée entre son aile libérale et son aile nationale, gaulliste, s'est transformée en une pierre d'achoppement majeure pour la gauche d'aujourd'hui. Sarkozy, qui a fait le service minimum sur ce chapitre pendant la campagne, résultats du référendum obligent, n'a pas manqué d'utiliser ce désarroi de la gauche sitôt élu. Le consensus objectif des deux candidats principaux a d'ailleurs été de mettre le problème entre parenthèses pendant la campagne, une campagne très introvertie, où il a été très peu question du monde extérieur et même de la très proche, trop proche Europe. Tous deux étaient en fait très mal à l'aise sur ce terrain, faute d'un discours de rechange, qui ne peut pas s'improviser à la demande. Sarkozy, dans la foulée de la victoire, cultive son avantage sur la gauche en manipulant les apparences, avec son « traité simplifié », mais il ne dit strictement rien sur le fond.

Ces deux déplacements ne sont pas les seuls facteurs qui mettaient la gauche dans une situation stratégique difficile pour ce scrutin. Il y en a d'autres – je pense à l'immobilisme sur la question du travail et sur celle de la fiscalité, des fronts sur lesquels la gauche a été proprement enfoncée, de manière prévisible. Ce sont seulement les plus importants. Les positions de départ de la gauche n'étaient brillantes qu'à vue de surface ; on ne peut donc se contenter de faire

grief à Ségolène Royal d'avoir gaspillé une occasion immanquable. J'incline à penser que n'importe quel autre candidat socialiste aurait fait plus mal qu'elle.

Le Débat. – Cela pose la question du phénomène Bayrou qui a été une des grandes nouveautés de cette campagne.

A.-G. S. – Le phénomène Bayrou est pour moi inexplicable sans l'homme. C'est-à-dire que Bayrou s'est lancé dans une entreprise tout à fait paradoxale. Au moment où la plupart de ceux qui se réclamaient d'une position chrétienne de droite, chrétienne démocrate, chrétienne sociale, chrétienne de gauche ou autre semblable ont rallié en fin de compte le parti néo-gaulliste, lui, il est resté à l'extérieur – en apparence non récupérable par le gaullisme, donc. Mais c'était pour adopter une posture typiquement gaullienne, faisant appel au rassemblement sur sa personne, déclarant la nécessité de dépasser le clivage entre la droite et la gauche, cherchant à refonder le projet gaulliste du rassemblement à travers l'appel à toutes les tendances du spectre politique, sans distinction d'appartenance de droite ou de gauche, mais avec ce prolongement paradoxal qu'il voulait asseoir ce rassemblement sur la proportionnelle. Cela dit, de Gaulle n'avait pas de préférence prononcée pour le scrutin majoritaire à deux tours et n'aurait pas exclu la proportionnelle. Cette attitude de Bayrou m'a frappé le jour où, s'il m'est permis de faire appel à un témoignage personnel, dans un débat que j'avais avec lui à Blois, il m'a lancé : qu'auriez-vous dit au général de Gaulle si... ? Et là, il m'est apparu à l'évidence qu'il se prenait pour le général de Gaulle.

J'exagère peut-être un peu. Reste que l'homme a une confiance tout à fait étonnante dans son destin et qu'il a réussi à en convaincre un nombre considérable d'électeurs. Je pense

Marcel Gauchet,
Alain-Gérard Slama
La nouvelle donne

qu'il y est arrivé pour plusieurs raisons. La première, c'est que de tous les candidats il était celui qui bénéficiait des liens les plus forts avec la tradition classique. Cela lui a permis de tenir à la fois un discours national et un discours régional : la mémoire d'Henri IV, la mythologie du Sud-Ouest qu'il a appelée à la rescousse en même temps que les références littéraires. Cela peut paraître peu de chose, les électeurs étant en majorité difficilement à même d'apprécier la capacité de Bayrou de citer Sophocle dans le texte. Il n'en reste pas moins que les références à Péguy, à Hugo, à Aragon et nombre d'autres se sont inscrites, en termes de sensibilité, dans cette espèce de fin de règne des énarques qui caractérise l'élection que nous venons de vivre. Bayrou avait par ailleurs une image d'honnêteté, de loyauté, d'une conviction sans calcul. Il a donc flatté dans le pays tous ceux qui persistent dans la méfiance à l'égard de la politique des partis, de la politique politicienne stigmatisée par le général de Gaulle, bref, tous ceux qui répugnent à assumer les poisons et délices de la vie parlementaire et les contraintes et frustrations de la règle du jeu démocratique. Le paradoxe est que sur un programme qui ambitionnait de rendre la parole au Parlement, il a construit un discours concentré tout entier sur la fonction présidentielle et sur sa personne. Il avait d'ailleurs l'intention de réécrire l'article 5 en y intégrant l'article 20, autrement dit il voulait, lui aussi, jouer du mirage d'un pouvoir personnel. L'ensemble de ces facteurs, la mémoire de Lecanuet, l'assise des quinze pour cent du corps électoral à quoi il pouvait prétendre, plus son talent personnel, sa force de conviction, ont conduit à ce phénomène considérable, mais que je crois fragile.

Fragile parce que nous avons bien vu que les principaux acteurs se sont inscrits dans une dra-

maturgie droite-gauche. Fragile parce que, s'il existe un centre, et il en existe un, ce centre se divise en un centre droit et un centre gauche et que, naturellement, le premier va rejoindre la droite et le deuxième, la gauche. Bayrou a donc pâti de ce qui était au point de départ une erreur d'analyse que lui ont reprochée avec raison ceux de ses amis qui, étant très majoritairement à droite, sont allés rejoindre évidemment les rangs de l'UMP. Le phénomène Bayrou est à comparer avec l'instant fugace où Lecanuet avait pu faire en sa faveur la conjonction de tous les centristes et européens convaincus, mais où il a fait aussi la conjonction de tous les antigauillismes et de tous ceux qui, du moins à l'extrême droite, récusaient le système. D'où cette étrange et paradoxale formule des marginaux du centre, d'un centre contestataire qui a bel et bien recruté dans le spectre politique tous ceux qui ne sont toujours pas réconciliés avec les contraintes, les duretés, les compromis toujours nécessaires de la vie politique, que ce soit ceux du régime parlementaire ou même d'un parlementarisme rationalisé.

M. G. – Trois petites notes à ajouter à ce que vous venez de dire. Je crois comme vous, d'abord, qu'il s'agit essentiellement d'un phénomène personnel et conjoncturel. Au cours de cette campagne, la contestation de la V^e République s'est faite au nom du principe de la personnalisation du pouvoir propre à la V^e République. Plus que le représentant d'un courant défini, Bayrou a été, à titre individuel, un candidat à l'incarnation du pouvoir. L'intériorisation de l'esprit de la Constitution par les Français et leur personnel politique laisse songeur, surtout si l'on relève que les trois personnalités principales de cette élection, Sarkozy, Royal et Bayrou, présentent, tous les trois, les traits d'une égolâtrie prononcée. Les temps changent, les grands idéaux s'éclipsent, le moi demeure comme le

seul point fixe. La foi en soi-même remplace la foi dans la nation, la foi dans l'histoire, la foi dans le prolétariat ou la foi dans l'Église catholique, à un degré qui en devient inquiétant. La personnalité des candidats nous projette en pleine post-modernité, et ça marche! Ceux qui se contentent des chiffres de participation pour décréter que cette élection nous a ramenés dans les eaux tranquilles de la démocratie normale devraient regarder ces données psycho-politiques de plus près. Elles les rendraient plus prudents.

Deuxième observation à l'appui de votre analyse : Bayrou a su mettre en forme un sentiment politique qui était jadis caractéristique de la droite la plus conservatrice et qui en est venu à prendre une autre signification, le sentiment qui se résume dans le slogan : ni droite ni gauche. Il représente aujourd'hui un courant d'opinion indéniable, une sorte de parti latent, dont l'existence s'explique par le contraste entre l'héritage d'une démocratie de guerre civile froide et la pénétration des nouvelles mœurs pluralistes. Notre vie publique reste marquée par le sectarisme et l'excommunication, à droite comme à gauche, alors qu'ils n'ont plus d'objet. Les évolutions récentes, l'alternance, plus généralement la montée de la valeur de tolérance les ont rendus obsolètes et insupportables. Nombreux sont ceux, dans les couches éduquées où Bayrou a recruté ses électeurs, à qui ce style militant et vindicatif répugne profondément et qui aspirent à une culture politique davantage pacifiée et constructive. Ils ont trouvé en Bayrou le fédérateur naturel de cette aspiration. Aspiration dont l'écho rencontré par l'ouverture sarkozienne confirme la prégnance. Il est exact que l'ouverture est une tradition à droite, mais elle acquiert aujourd'hui une signification supplémentaire en fonction de cette nouvelle sensibilité démocratique. Sarkozy a frappé juste en reprenant à son

compte une attente qui a pesé lors de ce scrutin, spécialement dans un électorat qui va beaucoup compter pour l'avenir de la fédération des droites.

Troisième élément : je crois que pour comprendre cet étrange phénomène Bayrou, il faut faire intervenir l'évolution en profondeur du catholicisme français en tant que force politique. Je ne parle pas de la vieille lune des catholiques pratiquants qui votent à droite, c'est bien connu. Mais leur poids est faible : les pratiquants comptent pour moins de dix pour cent de la population qui se dit croyante. En revanche, le catholicisme reste un moule intellectuel et une force culturelle considérable dans ce pays, dont l'évolution depuis trente ou quarante ans est un facteur déterminant de la vie politique française. Le succès de la gauche dans les années 1980, au travers de Mitterrand, n'est pas concevable sans le basculement d'une partie du catholicisme vers la gauche depuis les années 1960. Ce glissement politique d'un catholicisme désormais plus culturel que religieux continue. Le phénomène Bayrou me semble l'avoir exprimé dans la conjonction de deux mouvements de sens contraire. Il a incarné à la fois la gauche de la droite et la droite de la gauche. La gauche de la droite parce qu'une partie de l'électorat d'origine catholique, venant culturellement plutôt de la droite, continue d'évoluer vers la gauche. L'actualité s'y prête : la mondialisation, le sacre de l'économie, le déchaînement de l'intérêt individuel, le matérialisme ambiant, l'argent roi, autant de chiffons rouges de nature à pousser les gens de sensibilité catholique vers la gauche, sur fond d'élévation générale du niveau d'instruction. Et la droite de la gauche parce que le catholicisme progressiste, déjà passé dans l'orbite socialiste sous les aspects principalement de la deuxième gauche, est la composante de l'élec-

Marcel Gauchet,
Alain-Gérard Slama
La nouvelle donne

torat de gauche la plus insatisfaite de la manière dont ses têtes officielles se comportent. L'ex-deuxième gauche s'est résorbée à l'intérieur du parti socialiste où elle n'est jamais réellement parvenue à se faire entendre et où elle n'a plus de vrai représentant. Par ailleurs, la sclérose du parti socialiste, son refus de procéder à un *aggiornamento* politique en bonne et due forme, est vécue comme particulièrement exaspérante pour cette fraction de l'électorat dont le progressisme est avant tout une affaire morale. Ses frustrations l'ont tournée assez naturellement vers un candidat qui présentait toutes les garanties d'homogénéité culturelle par rapport aux références qui sont les siennes. Bayrou a fait office d'un Delors de substitution. La version technocratique du phénomène a été illustrée par les Gracques. Mais il faut bien voir qu'il s'agit d'un mouvement profond. Les expressions politiques du fonds de culture catholique de ce pays sont une des inconnues du futur rapport de force entre droite et gauche.

A.-G. S. – Je vous rejoins sur ce point, mais par une voie différente. Il y a un renouveau d'une aspiration traditionaliste qui se défend ardemment d'être communautariste, qui se déclare laïque d'ailleurs, c'est le cas de Bayrou, mais qui éprouve un besoin viscéral, face à la modernité, de revendiquer la référence aux racines, la condamnation de l'argent associé à la corruption de la ville. Tout le discours anticorruption de Bayrou a pu trouver une audience auprès des tenants de cette aspiration-là, aussi bien à gauche qu'à droite. Mais assimiler ce discours à un discours de gauche est une illusion d'optique, une erreur, car il se situe dans la perspective de la droite traditionnelle. Bayrou est à certains égards un héritier de Lamennais ou de Lacordaire : c'est la loi qui affranchit et c'est la liberté qui opprime, tout cela, il l'a repris à son

compte, comme l'avait fait avant lui Lecanuet. Il avait aussi l'atout européen dont il n'a pas su se servir ; c'était une de ses limites. Autant dire que, fondamentalement, Bayrou était un prédicateur traditionaliste. En fait, dans cette campagne, il y eut deux grands prédicateurs : Ségolène Royal en posture de madone et Bayrou qui, lui aussi, n'a pas cessé d'invoquer les saintes gloires de la France ; il y avait dans son discours un côté retour à la terre qui témoigne que décidément la France n'est jamais tout à fait sortie de Vichy. Bref, en ce qui regarde le positionnement possible de Bayrou à gauche, il y eut une méprise totale. C'est pourquoi, en ce qui concerne l'avenir, je n'en vois pas d'autre pour Bayrou que celui qui consistera à gérer l'instant de gloire qu'il a vécu.

Le Débat. – C'est une excellente transition vers la question des perspectives qu'il nous reste à envisager, maintenant, après celle du bilan. Que va être et que peut être le sarkozysme de gouvernement, si l'on peut dire ? D'autre part, quelles sont les chances pour la gauche de se ressaisir et d'opérer la « refondation » à laquelle elle semble, cette fois, ne plus pouvoir échapper ?

A.-G. S. – Pour ce qui est de Sarkozy, sa force c'est l'excellente connaissance des dossiers qui lui permet de maîtriser les processus qu'il a enclenchés. Nous en avons déjà un exemple avec le dossier européen. Il a pris énormément de risques pour ne remporter qu'un demi-succès, mais ce demi-succès est néanmoins considérable car il consiste, pour la France, à reprendre sa part d'initiative de la construction européenne, d'une part, et, d'autre part, à renouer les fils de l'axe Paris-Berlin. Nous voyons en même temps que Sarkozy a été amené à composer sur le terrain de l'évolution du SMIC, sur celui de la fiscalité, sur celui des retraites, sur celui de la réforme universitaire. Bref, le principe de réa-

Marcel Gauchet,
Alain-Gérard Slama
La nouvelle donne

lité commence à s'imposer, au risque de décevoir, mais avec l'avantage de lui permettre de durer. Et c'est au problème symétrique que la gauche, à mon sens, se trouve confrontée. Ce qui a vraiment tué Ségolène Royal, c'est d'abord le rapport Camdessus, intitulé *Le Sursaut*, et le rapport Pébereau sur la dette. Lorsqu'elle invoquait dans sa campagne la renégociation des salaires, le passage du SMIC à quinze cents euros qu'elle vient de désavouer, la garantie de sécurité du logement tout au long de la vie, elle faisait appel à des thèmes qui n'étaient pas crédibles. Et elle avait donné, nettement plus que son rival de droite, le sentiment – qui avait été également donné par Jospin en 1997 et qui est une constante dans l'histoire de la gauche – de remplacer par des réformes sociétales les réformes sociales auxquelles on est contraint de renoncer par le malheur des temps. La démocratie participative qui était une belle idée, qui aurait pu être portée à condition qu'il y ait quelque chose derrière, est apparue de ce fait comme un cache-misère, un peu de la même façon que les radicaux, selon un propos célèbre, faisaient de l'anticléricisme parce qu'ils n'avaient rien de mieux à offrir dans la corbeille des noces de la gauche avec le peuple. Je ne dis pas que les réformes sociétales n'ont aucune influence transformatrice sur la société. Après tout, le PACS ou la parité, mesures de Jospin, ont contribué à moderniser notre vie publique et ont changé en profondeur les termes du débat démocratique, dans une voie qu'on peut approuver ou déplorer, selon son camp, mais qui interdit de dresser de ses cinq années de gouvernement le bilan totalement négatif qu'on établit maintenant.

Le fait est que Ségolène Royal n'est pas arrivée à s'affranchir de la tutelle de son parti quand elle a fait campagne, ce qui lui a coûté très cher. Elle s'en rend compte maintenant, elle désavoue

précisément des mesures qui étaient totalement irréalistes, elle sent que le débat sur le chiffrage a contribué à sa défaite – quel qu'ait été le soutien de plusieurs économistes de renom, comme Jean-Paul Fitoussi, insurgés contre les gardiens de l'équilibre des dépenses publiques que les dérives possibles de son programme inquiétaient. C'est peut-être par ce détournement qu'elle arrivera à imposer raison au parti socialiste. Avec ses dix-sept millions de voix, elle garde un capital qui est considérable et qui rend plus vraisemblable le ticket Ségolène Royal-Strauss-Kahn qu'un ticket Strauss-Kahn-Ségolène Royal. Elle a encore une chance de refaire surface. Si maladroite qu'elle ait été pendant la campagne, elle n'a pas toujours manqué de charisme. Elle venait de moins loin que Sarkozy. Elle n'avait pas eu le temps de s'implanter. Au fond, elle a passé les années qui ont précédé à engueuler les journalistes, tandis que, lui, il les cultivait. Aujourd'hui, elle a compris beaucoup de choses, elle garde la sérénité et, surtout, elle a une psychologie déterminée, farouchement accrochée à son objectif, ce qui lui donne une force extraordinaire. À notre époque de surmédiation de la vie politique, c'est celui qui retient le plus l'attention, qui occupe le plus les écrans, c'est celui-là qui, comme disait Pascal, *inclina l'automate*, qui fait que cela bouge, que les choses changent. Considérée de ce point de vue, la concentration des pouvoirs en la personne de Sarkozy n'est pas surprenante. Nous savons depuis longtemps que les Français ne s'intéressent vraiment à la vie politique que quand le président de la République passe par là et prend la parole. Autrement dit, tout le discours politique qui agite le pays prend corps, se réalise et rétroagit sur la société en passant par le discours présidentiel, ce qui n'est pas d'ailleurs sans soulever bien des inquiétudes sur l'avenir de la démocratie française.

Marcel Gauchet,
Alain-Gérard Slama
La nouvelle donne

M. G. – Le système de pouvoir improvisé par Sarkozy et salué par une désolante prosternation des journalistes soulève, en effet, de sérieux doutes. Des doutes sur son efficacité, tout simplement. Les limites de l’hyperprésidentialisation vont vite apparaître. Le Président ne peut pas prétendre raisonnablement suivre tous les dossiers. Il risque fort, pour tout résultat, de se voir imputer des échecs dans lesquels il ne sera pour rien. Car, en outre, on connaît les défauts de ces systèmes où l’autorité est ultra-concentrée. Les sous-chefs supposés parler au nom du super-chef et agir par une délégation spéciale se mettent à proliférer dans tous les sens et à interférer joyeusement. Rien de tel pour mettre le désordre dans l’État. Il reste à espérer qu’il soit créateur !

Étrangement, le modèle qui semble inspirer Nicolas Sarkozy n’est pas politique. C’est celui du patron d’entreprise. Il se conduit en *manager*, pas en gouvernant qui indique la ligne à suivre. Il entend gérer les dossiers en direct, en montrant très peu de confiance, d’ailleurs, dans les capacités opérationnelles de ses ministres. Sauf qu’un État n’est pas une entreprise, pour des raisons qui tiennent à la nature même de la chose publique. Je suis très curieux de voir ce que cette expérience, au sens exact du terme, va donner.

Je suis d’autant plus sceptique que cet homme qui entend incarner la rupture, et qui le montre par sa façon de gouverner, n’a en fait touché à rien en ce qui concerne le problème principal, à savoir le mécanisme de la décision publique à la tête des administrations centrales. Nous voilà repartis pour un tour, et l’on voit déjà les effets : ministres improbables, cabinets erratiques, administrations dans l’expectative ou sur la défensive. Ce n’est pas le mécano bureaucratique consistant à ramener le nombre de ministères à quinze

(ou seize) qui va arranger les choses. Un super-ministre n’est jamais qu’un ministre de papier, qui ne sait tout simplement pas ce qui se passe dans son ministère. Comment cette machinerie fossile et dysfonctionnelle pourrait-elle donner de meilleurs résultats que par le passé, même coiffée par un centre d’impulsion survolté ? Il me semble que les premiers textes sortis en hâte et ficelés à la va-comme-je-te-pousse, sur l’université, sur la fiscalité, suffisent déjà à rappeler que le gouvernement des apparences ne se confond pas avec le gouvernement des choses.

Le Débat. – La force de Sarkozy n’est-elle pas faite en grande partie de la faiblesse où la défaite a plongé la gauche ?

M. G. – En effet, Sarkozy donne l’impression de pouvoir occuper presque tout le terrain politique. Cette évanescence brutale de la gauche est surprenante, mais pas inexplicable. De surcroît, il faut dire qu’elle est en partie trompeuse. Les socialistes vivaient depuis des années sur l’idée que l’alternance, devenue la règle, ne pouvait que leur profiter ; ils se retrouvent sans discours de rechange. J’ai peur qu’ils aient grand-peine à s’extraire de ce vide doctrinal. Il n’est pas dû simplement au fait qu’« ils n’ont pas travaillé » ces dernières années, comme le répètent volontiers aujourd’hui les opposants à Hollande. Il y a plus grave : si ce travail n’a pas été fait, c’est surtout parce qu’il est extraordinairement difficile. Et le temps, à cet égard, joue contre les socialistes. Alain-Gérard Slama évoquait à juste titre l’effet produit par les rapports Pébereau et Camdessus. Tout le problème de la gauche est là. Elle a vécu depuis vingt-cinq ans en symbiose avec une grande partie de la société française, sur l’ignorance de la marche du monde extérieur. Or l’embargo fonctionne de moins en moins bien. L’information finit par pénétrer. La prise de conscience s’opère. La vérité est que la

Marcel Gauchet,
Alain-Gérard Slama
La nouvelle donne

gauche française n'a rien à dire sur ce qu'il est possible de faire face à la nouvelle donne mondiale, hors de « défendre les acquis » – et cela se voit. Si le roi n'est pas encore tout à fait nu, il est déjà bien déshabillé. Plus le parti socialiste va tarder à se mettre à jour, plus l'opération sera douloureuse. J'incline à croire qu'en l'état actuel il est peu capable de réaliser cette fameuse refondation, recomposition ou redéfinition qu'on attend de lui, sinon de manière cosmétique. Il va faire semblant, naturellement, mais je pense que l'opération n'ira pas loin, pour toute une série de raisons.

La première, c'est que cela supposerait de commencer par une révision déchirante à l'égard du mitterrandisme, de l'ensemble de ce qu'a été la politique de Mitterrand, et de ce qui me semble devoir être appelé le « mensonge mitterrandien », par symétrie avec le mensonge gaullien sur la grandeur. Le mensonge mitterrandien se ramène pour l'essentiel à l'occultation du tournant effectué en matière économique – l'adoption d'une politique néo-libérale – et à sa compensation par le rêve d'une grande France qui s'incarnerait sous les traits de l'Europe. Les deux volets de ce tour de passe-passe sont éventés. Le tournant néo-libéral ne peut plus être dissimulé. Et il est impossible de continuer à attendre de l'Europe ce que Mitterrand en avait fait espérer, qui se maintient dans le nom d'« Europe sociale ». La notion n'a qu'un inconvénient : seuls les Français y croient. Hélas pour l'Europe telle qu'ils la voudraient, il y a les Européens tels qu'ils sont ! Une refondation ne pourrait être crédible que moyennant une rupture explicite avec ce passé. Pareille coupure du cordon ombilical avec le mitterrandisme me semble inimaginable aussi longtemps que la génération des dirigeants actuels du parti socialiste sera en place. Ce sont des enfants du mitterrandisme. Mitterrand repré-

sente à leurs yeux le modèle insurpassable de la réussite. Eh bien, cette réussite risque d'être leur tombeau, en les empêchant de se détacher des conditions qui l'ont permise, lesquelles conditions ne sont plus d'actualité.

Il y a une deuxième raison, sociologique celle-là, qui encourage le parti socialiste à l'immobilisme. Ce parti d'élus, petits et grands, est en train de s'installer dans une rente de situation qui, au fond, lui convient assez bien. Partage des tâches : à la droite le grand jeu, la présidence, la conduite du pays, à la gauche la gestion des affaires locales et, plus généralement, la fonction d'opposition. L'opposition « frontale », comme aime à dire Fabius, et son confort : elle a cet avantage inestimable qu'elle évite d'avoir à définir un projet alternatif ; il est contenu en creux dans la radicalité avec laquelle on se dresse contre la politique menée au niveau national. Grâce à quoi on peut être élu localement. On a vu le mécanisme fonctionner dès le deuxième tour des élections législatives. La gauche a de bonnes chances de conquérir plusieurs des grandes villes qui lui échappent encore aux élections municipales de l'an prochain. Elle contrôle toutes les régions. Il faut se demander si nous n'allons pas en France vers un système dualiste où la droite gouverne et où la gauche gère au niveau local, un niveau qui pèse de plus en plus lourd dans un monde où la tendance décentralisatrice est forte. Il se dessine un compromis historique dont une bonne partie du personnel socialiste est portée à se satisfaire. Pourquoi des élus solidement installés dans leurs châtelainies, fiefs et grands duchés se lanceraient-ils dans l'aventure d'une refonte doctrinale où ils ont beaucoup à perdre, en termes d'efforts et de risques intellectuels, et pas grand-chose, si ce n'est rien à gagner ?

J'ajoute, enfin, qu'il ne faut pas se méprendre sur la force réelle de l'extrême gauche dans ce

Marcel Gauchet,
Alain-Gérard Slama
La nouvelle donne

pays, je dirais sur sa force de rayonnement. Elle a essuyé une déroute électorale dans ses différentes composantes politiques, c'est entendu – une déroute due en bonne partie au réflexe de faire barrage à Sarkozy en votant pour la candidate socialiste, réflexe encouragé par la campagne de diabolisation dont ladite extrême gauche s'est faite la championne. Mais elle est loin de se réduire à ces maigres suffrages. Communistes, trotskistes et altermondialistes de tout poil pourraient disparaître qu'elle serait encore là. Il y a lieu de distinguer une extrême gauche politique, quelque peu folklorique en son archaïsme – quel pays du monde peut se permettre d'aligner trois candidats trotskistes d'obédiences différentes à une élection présidentielle? –, d'une extrême gauche culturelle, on ne peut plus branchée, qui demeure, elle, très puissante. Il n'est pas excessif de dire qu'elle donne le ton dans les couches diplômées. Cette extrême gauche-là représente pour le parti socialiste un surmoi dont il n'est pas prêt à s'émanciper. Il hante même les dirigeants les plus réalistes. On a un bon symptôme de son omniprésence avec la façon dont ce surmoi travaille jusqu'aux restes de la deuxième gauche technocratique, économistes libéraux standards à la ville, mais qui ne se soucient pas moins de renchérir sur la « critique sociale » dont ils seraient porteurs. Et, de fait, ils habillent dans un langage aseptique tous les bons vieux préjugés du radical chic. L'extrême gauche a un bastion inexpugnable, de l'ordre d'un noyau anthropologique, dans la culture politique de la gauche française : le sentiment d'une supériorité morale. En dernier ressort, l'identité de gauche, la vraie, repose dans ce pays sur la conviction tripartite que la droite est foncièrement immorale. C'est encore ce que Ségolène Royal a cru pertinent d'opposer à Sarkozy lors de son débat télévisé avec lui. Dès lors, on ne saurait être

trop à gauche. Les socialistes les plus solidement ancrés dans la modération démocratique se vivent comme des traîtres potentiels par rapport à cette exigence. Ils sont dans la mauvaise conscience. C'est dire l'ampleur de la pente à remonter.

Voilà l'ensemble des facteurs qui me font douter des chances d'une vraie « refondation » socialiste à court terme. Il y faudra une profonde relève générationnelle. Reste l'inconnue que représentent l'ambition et le charisme de Ségolène Royal, dont nul ne saurait dire jusqu'où ils pourront la mener.

A.-G. S. – C'est à désespérer de la démocratie en France. Mais, pour ma part, je crois beaucoup plus à la sagesse démocratique et je suis absolument convaincu que la mauvaise campagne menée par les leaders de l'extrême gauche, ce n'est pas un hasard, que s'ils n'ont pas touché l'opinion, ce n'est pas un hasard, et que l'opinion publique en France a compris, singulièrement dans une période de reconstruction nécessaire, le danger de mouvements de balancier trop grands. Le corps électoral a dicté en quelque sorte aux partis la ligne à tenir pour l'avenir, c'est-à-dire une droite républicaine et une gauche sociale-démocrate. Bien entendu, ce n'est peut-être pas acquis dans des délais rapprochés pour des raisons que vous venez d'énoncer, en particulier le surmoi mitterrandien qui demeure ancré dans les mémoires. Il n'en reste pas moins que la gauche commence à comprendre qu'elle ne peut plus raisonner par tout ou rien, que l'évolution des sociétés démocratiques comporte inéluctablement la nécessité de soutenir la production, la création des richesses et, évidemment, de veiller plus ou moins à protéger les victimes de ce consensus. La gauche les prend davantage en charge, la droite un peu moins. Il me semble que l'alternance entre les deux est ce que l'on peut

Abonnements

Sodis Revues BP 149 — Service des Abonnements
128, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny
77403 Lagny Cedex, Téléphone : 01 60 07 82 59
C. C. P. Paris 14590-60 R.

Abonnement 12 mois (5 numéros de 192 pages) :
France et D. O. M. - T. O. M. : 66 € T.C.
Étranger : 69 € T.C.

Étudiants (avec photocopie de la carte) :
France et D. O. M. - T. O. M. : 52 € T.C.
Étranger : 55 € T.C.

Le Débat dispose d'un site à l'adresse suivante :

www.le-debat.gallimard.fr

L'index intégral de la revue y est librement consultable, par divers modes d'accès (auteur, titre, numéro, type d'articles, recherche libre). Il sera mis à jour à chaque livraison. On y retrouve également la *Chronologie des idées* (1953-1999), un choix d'articles sur la « révolution informatique » et la présentation du dernier numéro paru.

Possibilité est donnée à l'internaute de télécharger, contre paiement en ligne, une première sélection d'articles de la revue, lisibles sur le logiciel gratuit Acrobat E-book Reader, imprimables mais non copiables.

Pour tout renseignement : le-debat@gallimard.fr

Rédaction : Marcel Gauchet

Conseiller : Krzysztof Pomian

Réalisation, Secrétariat : Marie-Christine Régnier
P.A.O. : Interligne, B-Liège

Éditions Gallimard : 5, rue Sébastien-Bottin, 75328 Paris Cedex 07. Téléphone : 01 49 54 42 00

La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés.
Les manuscrits non publiés ne sont pas rendus.

LA COLLECTION LE DÉBAT
PUBLIE À LA RENTRÉE 2007

Geneviève Krick, Janine Reichstadt, Jean-Pierre Terrail
Apprendre à lire. La querelle des méthodes
septembre 2007

Nathalie Heinich, *Pourquoi Bourdieu*
octobre 2007

Godfrey Hodgson, *De l'inégalité en Amérique.*
De Reagan à Bush, la vague conservatrice
janvier 2008

Derniers ouvrages parus

Jean-Marie Dru, *La Publicité autrement*
février 2007, 240 p., 17,50 €

Louis Schweitzer, *Mes années Renault. Entre Billancourt et le marché mondial*
janvier 2007, 304 p., 19,50 €

Jean-François Lhéréty, *La France en recomposition*
novembre 2006, 240 p., 16,50 €

N° d'édition : 148291
Dépôt légal : septembre 2007
Commission paritaire : 0308 K 82878

Le Directeur-gérant : Pierre Nora.